Le Rapport annuel sur l'état de la France, le CESE a adopté l'avis

TRAVAUX PUBLIÉE LE 25/10/2023

Saisine liée :
INÉGALITÉS, POUVOIR D'ACHAT, ÉCO-ANXIÉTÉ : AGIR SANS ATTENDRE POUR UNE TRANSITION JUSTE - RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2023
Formation de travail liée : COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCES

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : tels sont les 3 constats du diagnostic dressé par le CESE sur les préoccupations des Françaises et Français à l'automne 2023. Face aux inquiétudes des Français, le CESE appelle les pouvoirs publics à agir de façon coordonnée et ambitieuse.

L'objectif du RAEF est de comprendre l'état d'esprit des Françaises et des Français. En croisant le ressenti de la population, des expertises de terrain, et des données issues des nouveaux indicateurs de richesse, le RAEF pose un diagnostic sur l'état de la société et ses préoccupations, et dessine des pistes d'actions. Dans une actualité sociale toujours tendue et quelques mois après les épisodes de violence de l'été 2023, le RAEF alerte sur les trois sujets au cœur des préoccupations des Français : inégalités, pouvoir d'achat et éco-anxiété.

L'avis présenté par Marianne Tordeux-Bitker,(Groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale) au nom de la Commission Economie et finances du CESE, a été adopté à l'unanimité avec 127 voix pour à la séance plénière du 25 octobre 2023.

Télécharger l'avis

Télécharger la fiche de présentation

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété

Une perception aigüe des inégalités et de leurs conséquences

Pour les Français et Françaises, **le premier facteur d'inégalités est le lieu de résidence** : urbain ou rural, centre-ville ou banlieue (67%), suivi par l'origine géographique ou culturelle (63%), et la couleur de peau (62%).

Identifié comme un levier majeur de réduction des inégalités par le CESE, **l'emploi dans les quartiers prioritaires de la ville** fait l'objet d'un focus particulier dans le rapport. D'après les chiffres de l'Insee, le taux d'emploi s'y élève à 45,5% en 2022, soit près de 20 points de moins que dans la population générale. Le CESE propose plusieurs pistes d'actions pour réduire les

difficultés d'accès à l'emploi. Il recommande notamment que davantage d'efforts soient mis en œuvre pour réduire les discriminations directes et les biais de sélection. Le CESE préconise de développer et de financer, dans le cadre des contrats de ville, des actions de médiation entre offre et demande de travail pour améliorer le recrutement des habitants dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV). Il s'agirait de porter une attention particulière à la connaissance des métiers et à démarcher conjointement les recruteurs et les candidats à l'emploi résidant dans ces quartiers, en priorisant les métiers inscrits dans la transition écologique. Le CESE demande à ce que les aides à l'alternance bénéficient davantage aux jeunes habitants des QPV.

Pouvoir d'achat : des difficultés à assurer un niveau de vie décent pour une partie de la population

Lorsqu'ils sont interrogés, un Français sur deux déclare que **son pouvoir d'achat répond tout juste à ses besoins essentiels, ou n'y répond pas.** L'analyse des indicateurs socio-économiques révèle que le **budget nécessaire pour un niveau de vie décent diffère très fortement selon le territoire et selon la composition du ménage.** Pour une partie de la population, atteindre un « niveau de vie décent », est différent du « seuil de pauvreté » , généralement suivi mais qui se limite à une approche monétaire de la pauvreté (alors que le niveau de vie décent fait référence à la capacité d'assurer une vie familiale, professionnelle et sociale minimale et en bonne santé).
Le CESE tire le signal d'alarme sur l'accumulation des crispations liées à l'accroissement de la pauvreté et de l'exclusion sociale, à la saturation des structures d'accompagnement et aux difficultés qu'engendre la pauvreté sur l'accès aux droits et la satisfaction des besoins les plus élémentaires, comme l'augmentation des demandes auprès d'organismes d'aide alimentaire le démontre. La montée de l'agressivité liée aux difficultés d'accès au droit, l'augmentation du sentiment d'injustice et d'abandon de la part des pouvoirs publics, l'expression d'une angoisse envers l'avenir ou encore la difficulté des acteurs de terrain à répondre aux demandes, révélées par le baromètre du CNLE, doivent être surveillées de près.

Un niveau d'éco-anxiété encore jamais atteint

Huit Français sur dix expriment un sentiment fort d'anxiété face aux dérèglements climatiques. Il s'agit du niveau le plus élevé jamais mesuré en France. Ce qui est désormais un phénomène de société est accentué par un fort sentiment de frustration : alors que près de 90% des Français et des Françaises se disent prêts à agir, leur capacité d'engagement réel dans la transition est freinée par le manque de moyens financiers pour 37% d'entre eux.
Pour le CESE, tout le monde doit s'engager. Parmi les pistes d'actions à renforcer, le rôle des entreprises. Le CESE voit ainsi l'introduction de nouvelles normes d'information extra-financières comme une opportunité pour les entreprises - TPE, PME, ETI, grands groupes - de mieux prendre en compte la double matérialité de l'impact de leurs activités sur la planète et des contraintes que le changement climatique fait peser sur leurs activités voire leur raison d'être. Elles permettent également de valoriser auprès des donneurs d'ordres européens leurs atouts en matière sociale et environnementale, vis-à-vis de concurrents extra-européens moins performants sur ces deux aspects. Les entreprises devront toutefois être accompagnées pour s'engager pleinement dans une trajectoire de durabilité.

Le CESE partage ces constats et ouvre le débat

La séance a été riche d'échanges avec l'ouverture par Thierry Beaudet, président du CESE, sur les grands constats du rapport. Puis, Marianne Tordeux-Bitker, rapporteure de l'avis a échangé avec Olivier Véran, porte-parole du gouvernement et ministre délégué chargé du renouveau démocratique.

Jacques Creyssel, Président de la commission Economie et finances a évoqué les nouveautés de ce RAEF avec le sondage exclusif, la volonté de traiter l'avis de façon transversale et par indicateurs alternatifs du PIB.

Table ronde sur le thème « Emploi – Inégalités – QPV » animée par Marianne Tordeux-Bitker, avec Saïd Hammouche (président fondateur de Mozaik, membre du CESE), Jean-François DORIDOT (directeur général d'Ipsos Public Affairs) et Jean-Christophe SARROT (ATD Quart Monde, responsable du réseau emploi-formation et membre du réseau écologique et grande pauvreté)

Table ronde sur le thème « Éco-anxiété – Engagement – Pouvoir d'achat », animée par Marianne Tordeux-Bitker avec Paola Fabiani (présidente du Comex40 et vice-présidente du MEDEF), Jean-François DORIDOT (directeur général d'Ipsos Public Affairs).

La rapporteure, le Président de la commission et les membres ont pu échangé sur le RAEF.

Un rapport enrichi pour être au plus près des préoccupations des Françaises et des Français

En s'appuyant notamment sur un sondage exclusif réalisé par l'institut Ipsos*, le RAEF dresse un diagnostic des préoccupations des Françaises et Français.

3. Basé sur un sondage exclusif réalisé par l'institut Ipsos, le CESE dresse un

> *Etude IPSOS, sondage réalisé entre le 1er et le 14 septembre 2023 auprès d'un échantillon représentatif de la population française métropolitaine et ultramarine de 18 ans et plus. Avec ce sondage, le CESE a souhaité appréhender de nouvelles dimensions du bien-être des Français et des Françaises, leur niveau d'optimisme pour eux, pour l'avenir du pays et pour le monde, ainsi que leurs sources d'inquiétudes. Le sondage apporte un éclairage sur le rapport des Français et des Françaises au travail et l'évolution de leur pouvoir d'achat. Enfin, le sondage met en exergue deux sources d'inquiétudes citées par les Français et les Françaises.*
>
> *Le CESE a exploré des thématiques particulières cette année telles que l'emploi dans les quartiers prioritaires de la ville ou encore le rôle du numérique dans les inégalités d'accès aux soins. Ces quatre notes focus ont été réalisées par les différentes commissions du CESE, en prise avec l'actualité et les sources d'inquiétude des Français et des Françaises identifiées dans le sondage.*
>
> *Le CESE pointe ensuite dix analyses d'indicateurs socio-économiques supplémentaires, qui viennent renforcer la compréhension des défis actuels, présentés par le CESE : pauvreté et l'exclusion sociale, attractivité réindustrialisation et effort de recherche en France, indice de position sociale et mixité sociale à l'école, évolution du taux d'emploi, crise du pouvoir d'achat en Outre-mer, espérance de vie en bonne santé, artificialisation des sols, rénovation globale des logements et des bâtiments du secteur tertiaire, empreinte carbone.*

Marianne Tordeux-Bitker,(Groupe Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale) présentera au nom de la Commission Economie et finances du CESE, ce rapport annuel à la séance plénière du 25 octobre 2023 à 14h. La séance sera retransmise en direct sur cette page.

Retour en images de cet événement :


SORTIE




SORTIE


BANC DU


BANC DU GOUVE


Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023
Projet d'avis présenté par
Mme Marianne TORDEUX-BITKER, rapporteure




Conseil économique
social et
environnemental








De toutes les inégalités,
67% des Français citent
celle liée au lieu de
résidence (urbain ou rural,
centre-ville ou banlieue...)
comme étant la plus
importante.
IPS = 74
IPS = 121
Plus l'IPS (« indice de position sociale) est élevé, plus les élèves sont socialement favorisés.
Source :
Ifop, Depp
Obtenus ces tours grossiers, qui conjuguent et cumulent tout ce qui est pauvreté et insécurité. Le programme ANRU vise à construire des hébergements en plus un au « 2








Le ressenti des Français
80 % des Français
jugent qu'il est important de limiter son impact sur l'environnement...
Mais
37 %
disent être freinés par leurs moyens financiers
Pour de nombreux Français, les objectifs de transition écologique paraissent lointains et inaccessibles.
Les indicateurs environnementaux
L'empreinte carbone par habitant (en France) diminue peu...
9,1 tonnes éqCO2
2016
8,9 tonnes éqCO2
2021
Pourtant, si l'on veut atteindre la neutralité carbone, il faudrait que celle-ci atteigne...
2 tonnes éqCO2
Objectif 2050
Pour cela, il faut notamment accentuer nos investissements dans les énergies renouvelables.
Sources :
Ifop, Sdes
cese
datagora
cese








Jacques CREYSSEL
Président de la commission Économie et finances


de la France en 2023
Inégalités, pouvoir
d'achat, éco-anxiété :
agir sans attendre pour
une tra on juste
Rapporteure : Marianne
Séance du 25 octobre 20


cese
de la France en 2023
Inégalités, pouvoir
d'achat, éco-anxiété :
agir sans attendre pour
une transition juste
Rapporteure : Marianne TORDEUX-BITKER
Séance du 25 octobre 2023


cese
L'accès aux services publics 9
Les évolutions technologiques et leurs impacts 8
Aucun 1
Ipsos - Etat de la France - Septembre 2023








dans leur foyer. Un signe préoccupant sur
L'avenir de la planète et de la nature
21
43
31
25
cese
TRÈS OPTIMISTE
PLUTÔT OPTIMISTE
PLUTÔT PESSIMISTE
TRÈS PESSIMISTE
NE SE PRONONCE PAS
qu'aux personnes ayant des enfants enc
le décalage de perception entre les CSP








s nouvelles, que votre maison connaît
0%
Quartiers prioritaires
Moyenne France
Sources :
Ifop, Insee
cese
datagora
époque où on est submergé par les ma
bien, qui est un angle mort de votre




4




Inégalités sociales
Top, travail








Je manque d'alternatives accessibles et abordables pour le faire
15
Je considère que ce n'est pas à moi de fournir des efforts
13
Je manque d'information pour identifier les actions à faire
9
Je considère qu'il n'y a pas besoin de fournir des efforts, que ce soit pour moi ou pour d'autres facteurs
8
Je ne sais pas comment faire
6
Autre raison
10
Ne se prononce pas
3
cese
disent ne pas faire grand-chose
avant tout pour des raisons fina








Table-ronde :
Eco-anxiété – Engagement
des citoyens et des entreprises






Eco-anxiété – Engagement
des citoyens et des entreprises
des choses, mais ne se rendent pas compte qu'ils ne font
de ce qu'il faudra faire d'ici 2030 et encore plus
l'impression de déjà faire des choses, mais ne se rendent pas
qu'une toute petite partie de ce qu'il faudra faire d'ici 2030 et















Crédits photo : Katrin Baumann

© - copyright CESE - Octobre 2026